

photographique: «Le gouvernement dépense trop d'argent pour quelque chose qui n'est pas nécessaire. Le Canada offre liberté et travail à quiconque le désire, et c'est tout ce dont tous les nouveaux venus ont besoin.» Anthony Choy, rédacteur en chef d'un magazine de Richmond, reconnaît que la ségrégation approuvée par l'État n'est pas bonne pour le Canada.

Il semble clairement y avoir une érosion du soutien des citoyens canadiens au multiculturalisme. Cette approche multiculturelle, étant donné surtout que les minorités elles-mêmes l'admettent, ne contribue en rien à promouvoir l'harmonie et l'unité au Canada, car elle ne reconnaît pas que tous les Canadiens sont égaux.

J'ai parlé tout à l'heure du Forum des citoyens sur l'avenir du Canada, mieux connu sous le nom de commission Spicer. Les opinions de M. Spicer étaient assez bien respectées pour lui mériter la présidence de cette commission royale d'enquête sur l'avenir du Canada.

Nous devrions jeter un bref coup d'oeil sur ce qu'il pense de l'avenir du multiculturalisme. M. Spicer voyait nettement le besoin d'intégration. Voici ce qu'il disait en 1987: «Le temps n'est-il pas venu de cesser de faire toute une religion de la mosaïque et de commencer à favoriser un esprit national auquel nous puissions tous nous identifier? Si les gens se marient constamment entre membres d'une même nationalité, pendant combien de générations encore faudra-t-il qu'un Canadien d'origine anglaise ou ukrainienne révère ses prétendues racines?» M. Spicer poursuivait en accusant le gouvernement de faire une vertu de la faiblesse et un titre de fierté d'un obstacle à la propagation de l'esprit national. Nous devons payer les gens pour qu'ils aient des racines étrangères.

Deux ans plus tard, juste avant d'être nommé président de la commission royale, il a écrit un article qui a été publié dans le quotidien montréalais *The Gazette* et dans lequel il expliquait que le multiculturalisme financé par l'État n'encourage pas les Canadiens, mais plutôt les défenseurs professionnels des intérêts des groupes ethniques, tout en constituant du reste une anthologie terrifiante: balkanisation, politiciens d'origine ethnique distribuant des fonds pour assurer leur avenir politique, mentalités de ghetto, déstabilisation du Québec menant à la sécession—voyez la situation actuelle—à une intolérance à rebours envers la culture et les institutions canadiennes et à la dévaluation de l'idée même d'une nationalité commune.

De prime abord, l'armée des bien-pensants voudrait nous faire croire que les vues de M. Spicer sont extrémistes et non représentatives. Rien ne saurait toutefois être plus loin de la vérité. J'ai parlé tout à l'heure d'une étude sur le multiculturalisme au Canada, réalisée en 1991 par la firme Angus Reid. C'est là l'évaluation la plus complète et la plus récente de l'attitude des Canadiens à l'égard du multiculturalisme, et ses conclusions rejoignent les observations formulées par M. Spicer.

Une partie de l'étude portant sur la politique de multiculturalisme et le gouvernement fédéral en général révèle que les groupes connaissent peu la politique fédérale en matière de multiculturalisme et que la plupart de ceux qui disaient la connaître ont été incapables, quand on les a interrogés davantage sur la question, d'expliquer des aspects importants de cette politique. L'étude détruit aussi le mythe selon lequel il n'y a que dans

Initiatives ministérielles

l'Ouest que les Canadiens s'opposent aux dépenses touchant le multiculturalisme. D'après cette étude, il existe un sentiment généralisé, notamment à Toronto et à Calgary, selon lequel le gouvernement ne devrait pas s'occuper de multiculturalisme, et l'idée selon laquelle la politique de multiculturalisme est finalement un facteur de discorde a été exprimée clairement à Montréal, à Toronto et à Calgary.

• (1335)

L'étude a aussi fait une évaluation de la Fondation canadienne des relations raciales et de l'Institut canadien des langues patrimoniales, deux composantes importantes du programme de multiculturalisme.

En ce qui concerne les relations raciales, les répondants ont dit que ce n'était pas au gouvernement qu'il incombait d'éliminer le racisme. Ils estimaient que c'était plutôt la responsabilité de la collectivité ou de chaque individu. Pour ce qui est de l'institut des langues, les répondants de Toronto, de Winnipeg et de Calgary ont dit qu'en définitive, la responsabilité de préserver les langues patrimoniales incombait à la famille ou à la collectivité.

Mais surtout, de nombreux répondants ont souligné que le financement consenti à l'une ou l'autre de ces organisations devrait provenir du secteur privé et non pas de l'État. Lorsque les gens commencent à dénoncer le financement du multiculturalisme par le gouvernement fédéral, la gauche libérale invoque souvent l'article 27 de notre Charte des droits et libertés pour justifier le fait qu'on continue d'engloutir les deniers publics dans le multiculturalisme. L'article 27 de la Charte dit ceci: «Toute interprétation de la présente charte doit concorder avec l'objectif de promouvoir le maintien et la valorisation du patrimoine multiculturel des Canadiens.»

Les libéraux de gauche considèrent la Charte comme leur Bible, et toute allusion à celle-ci est donc censée clore n'importe quelle discussion ou constituer un argument irréfutable. L'article 27 ne pourra toutefois les sauver en l'occurrence. Peter Hogg, considéré comme le plus grand constitutionnaliste, même par les libéraux de gauche, met en doute l'utilité de cette disposition qu'il estime n'être qu'un flot de belles paroles.

Je voudrais citer un autre auteur canadien, qui s'appelle Richard Ogmundson:

Les temps ont changé et nous sommes passés, d'une manière des plus accidentelles, semble-t-il, à une nouvelle politique sociale, le multiculturalisme. Ma compréhension viscérale de cette évolution, c'est que l'ancien contrat social sur lequel j'ai fondé ma vie a été annulé. Il a, selon toute apparence, été remplacé par un nouveau contrat social qui souligne les valeurs culturelles de l'ancien monde. Il semble que l'idéal culturel soit devenu celui d'être un Canadien ceci ou un Canadien cela. Il semble qu'on doive maintenant s'identifier d'abord comme autochtone, français, britannique, italien, sikh ou Dieu sait quoi, puis comme Canadien. De ce point de vue, il semble qu'il n'y ait pas de place pour ceux qui, comme moi, veulent s'identifier uniquement comme Canadiens. Au mieux, cette catégorie est considérée comme secondaire, résiduelle ou anormale. Au pire, quiconque veut s'identifier comme Canadien risque d'être considéré comme chauvin, réactionnaire, raciste et sectaire.

Ma réaction viscérale à tout cela, c'est que j'ai le sentiment d'avoir été privé de mon identité culturelle première par les opportunistes qui dirigent le pays. Dans un certain sens, on pourrait considérer le programme du multiculturalisme comme une forme de génocide culturel visant la destruction de l'identité pan-canadienne.

J'ai nettement l'impression d'avoir été trahi, diminué. Tout se passe comme si on m'avait dit qu'à cause de mon patrimoine ethnique je ne mérite pas d'être un Canadien à part entière.